



V2-00209
946069
Eco So His

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Dès 1972, les membres du Club de Rome alertaient sur les limites sociales et environnementales du capitalisme dans le rapport Meadows intitulé Halte à la croissance. Le capitalisme se définit comme un mode d'accumulation du capital reposant sur la propriété privée et la recherche du profit. Le marché occupe une place centrale au sein du capitalisme. Le développement est dit soutenable si la satisfaction des besoins des générations actuelles ne compromet pas celle des générations futures. En 1987, le rapport des Nations Unies intitulé Notre avenir à tous précise que le développement durable repose sur trois piliers : économique, social et environnemental. La récession actuelle, la montée des inégalités et l'accélération du réchauffement climatique nous invitent à nous interroger sur la soutenabilité du capitalisme. Ainsi, le capitalisme est-il compatible avec une croissance stable, équitable et écologique ? Nous verrons d'abord que le capitalisme est source d'instabilité économique, d'inégalités sociales et de dégradations environnementales. Cependant, nous aborderons les mutations du capitalisme qui peuvent illustrer une tentative de soutenabilité et de possible conciliation entre croissance, réduction des inégalités et préservation de l'environnement.

la soutenabilité du capitalisme peut être remise en cause. En effet, la croissance capitaliste est instable. De plus, les inégalités sociales sont reparties à la hausse depuis les années 80. Enfin, le capitalisme conduit à une dégradation des ressources naturelles.

Le capitalisme est économiquement instable. Dès lors, sa soutenabilité peut être questionnée. Le rapport Meadows de 1972 dénonçait le modèle de croissance productiviste reposant sur une augmentation quantitative et qualitative de la production industrielle. Les travaux de l'Organisation Scientifique du Travail notamment ceux de TAYLOR, de FORD et de FAYOL ont contribué à l'augmentation de la productivité du travail dans les années 20 jusqu'aux Trente Glorieuses (terme que l'on doit à J. FOURASTIÉ). Cette organisation du travail constitue une innovation au sens schumpétérien. SCHUMPETER considère d'ailleurs dans Capitalisme, Socialisme et démocratie que l'innovation joue un double rôle dans la croissance capitaliste. En effet, elle contribue d'une part à faire entrer l'économie dans la phase du développement : ce sont les innovations fondamentales.

Mais, paradoxalement, les innovations incrémentales issues des entrepreneurs imitateurs finissent par être obsolètes et l'économie entre en crise. Historiquement, la saturation du marché des biens d'équipement est un facteur ayant mis fin à la formidable croissance des Trentes Glorieuses (5% de croissance du PIB par an en France) et ayant conduit à la crise des années 80. Le capitalisme est ainsi traversé par des crises traduisant son instabilité et faisant douter de sa soutenabilité.

Par ailleurs, le capitalisme est socialement inéquitable. Selon K. MARX, dans le Capital (1865), le capitalisme

marque l'entrée dans la révolution industrielle du début du XIX^e siècle. Il s'agit d'un mode de production caractérisé par un rapport inégal entre les bourgeois et les prolétaires. En effet, les bourgeois sont les capitalistes qui détiennent le capital tandis que les prolétaires ne détiennent que leur force de travail. Or, les capitalistes ne sont motivés que par la recherche du profit. Ils prélevent une plus-value sur le salaire des prolétaires qui ne sont pas rémunérés à la hauteur de leur propre contribution à la production. Selon K. MARX, le capitalisme est donc appelé à disparaître sous l'effet de la baisse tendancielle du taux de profit car les capitalistes accumulent de plus en plus de capital et de moins en moins de travail. Or, la plus-value ne peut se prélever que sur le travail "vivant". Dès lors, le capitalisme ne semble pas soutenable sous l'effet de cette baisse tendancielle du taux de profit.

Le caractère inégalitaire du capitalisme s'est accentué depuis les années 80 marquées par une ouverture commerciale et financière des économies. Selon T. PIKETTY, dans Le Capital au XXI^e siècle (2013), le rapport interdécile en termes de patrimoine est de 1 à 6 depuis les années 80 alors qu'il était tombé à 2 durant les Trente Glorieuses. Ces inégalités s'expliquent par la prise de pouvoir des entreprises par les actionnaires dans le cadre du capitalisme actionnarial. Ils imposent aux dirigeants des décisions favorables à leurs clients. L'essor de la gestion collective de l'épargne entraîne donc l'imposition de normes de la "corporate governance". Les actionnaires réclament une hausse des dividendes et ne sont intéressés que par le profit. De ce fait, les projets rentables à long terme sont difficilement financés dans la mesure où les actionnaires exigent une rentabilité immédiate. Les managers se voient aussi intéressés aux résultats de l'entreprise par des primes et bonus de rémunération par exemple. Il en découle donc des inégalités entre capitalistes et travailleurs mais aussi au sein des salariés avec la formation d'une classe de cadres aux revenus élevés. La déformation du partage de la valeur

ajoutée à partir des années 80 conduit à une montée des inégalités et une montée de l'endettement. Il en découle une croissance instable et inégale donc un capitalisme peu soutenable. La crise de 2008 n'est que l'aboutissement logique de cette hausse des inégalités selon J. STIGLITZ.

Cette hausse des inégalités s'explique aussi par la globalisation commerciale et financière. L'ouverture conduit à une concurrence entre les facteurs mobiles et les facteurs immobiles. Il en résulte une déformation de la structure fiscale et un transfert de la charge fiscale sur les facteurs les moins mobiles : baisse des impôts sur les sociétés et de la fiscalité sur les successions et hausse des impôts indirects (taxe sur la Valeur Ajoutée par exemple) et de la fiscalité locale. L'Etat-Providence a donc de plus en plus de difficultés à prélever des ressources pour financer les prestations sociales pour réduire les inégalités, la pauvreté et le chômage. Il est confronté à une crise comme le souligne P. RDS ANVALLON en 1981 dans la crise de l'Etat-Providence. Il n'est plus capable de répondre efficacement à la nouvelle question sociale des années 80 alors même que sa mise en place au lendemain de la Seconde guerre mondiale avait permis au capitalisme de subsister selon K. POLANYI dans The Great Transformation (1944). Dès lors, face à une croissance instable et inégale, il n'est pas certain que le capitalisme soit soutenable.

Enfin, la très forte empreinte écologique des pays développés et la dégradation des ressources naturelles générées par le capitalisme mettent en avant son manque de soutenabilité. La croissance n'est pas écologiquement viable. L'exploitation de ressources non renouvelables et l'augmentation des émissions de gaz polluants conduisent à une dégradation de l'environnement.

G. HARDIN parle d'une "tragédie des communs" dans la mesure où la consommation des ressources naturelles (considérées comme des biens communs) par un individu réduit la quantité de ces ressources disponible pour un autre individu.

Le progrès technique aurait amplifié cette dégradation

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

de l'environnement. Par exemple, l'exploitation de gaz de schiste par des méthodes non conventionnelles conduit à une pollution du sol et de l'eau. Ce progrès technique s'est amplifié depuis les années 70 pour répondre aux besoins d'une population en forte croissance. Ce "monde supertechnologique" selon le rapport Meadows me fait que retarder la crise finale du capitalisme selon ses auteurs. La solution serait pour certains la décroissance comme le préconise N. GEORGESCU-ROEGEN dans Demain la décroissance en 1979.

Le capitalisme présente donc des limites économiques, sociales et environnementales qui font douter de sa soutenabilité. Cependant, le capitalisme ne doit pas se limiter au marché pour fonctionner. L'Etat doit aussi occuper un rôle pour le rendre plus soutenable. De plus, l'enjeu est celui d'une coopération mondiale pour faire face aux égoïsmes sacrés des nations.

Le capitalisme est soutenable s'il parvient à concilier les 3P : planet, profit, people. Le courant économique orthodoxe considère que le capitalisme peut être soutenable lorsque le capital naturel est remplacé par le capital public, humain, social et physique. Cette thèse de la substitution possible entre ces capitaux est défendue par H. HOTTELING et R. SOWL dans les années 60. HARTWICK en établira une règle: le capitalisme est soutenable et la croissance peut se poursuivre tant que les générations futures

peuvent dégager des capacités de production au moins égales à celles des générations actuelles grâce à ce capital artificiel (construit à partir du capital physique, public, humain et social). S. KUZNETS a même élaboré une courbe environnementale en U inverse : à mesure qu'une économie se développe, les individus prennent davantage conscience des dégradations environnementales et peuvent mieux y répondre grâce au capital humain accumulé.

L'Etat doit donc jouer un rôle dans la croissance capitaliste pour que le capitalisme soit soutenable. Les théoriciens de la croissance endogène justifient ainsi son intervention. R. BARRO explique ainsi que l'Etat doit financer la construction d'infrastructures publiques et financer la recherche fondamentale. De cette façon, l'Etat accompagne les changements technologiques qui permettent de répondre aux problèmes environnementaux et renforce la croissance. R. LUCAS justifie une intervention de l'Etat dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ainsi, le capital humain est mieux réparti et les inégalités sont susceptibles de se réduire. De manière plus générale, l'Etat doit sécuriser les trajectoires professionnels et "activer" les politiques sociales (G. ESPING-ANDERSEN et B. PALIER). En effet, il s'agit d'offrir de la flexibilité aux entreprises pour qu'elles puissent s'adapter aux chocs extérieurs tout en protégeant les travailleurs (en investissant dans la formation et en versant des allocations chômage élevées). Ainsi, l'Etat contribue à stabiliser la demande et tend à réduire les inégalités. De même, il apporte des réponses pour soutenir la croissance et protéger l'environnement. Le capitalisme peut alors être soutenable. Par exemple, la Norvège place les revenus issus de l'exploitation de ses gisements pétroliers dans un fonds pour permettre aux générations futures d'avoir des

ressources financières pour se développer et répondre aux préoccupations environnementales.

Bien que traversé par de multiples crises, le capitalisme a pu rester soutenable en se transformant. L'Ecole de la Régulation distingue trois formes de capitalisme : le capitalisme concurrentiel (du XIX^e à 1929), le capitalisme monopoliste fordiste des Trente Glorieuses et le capitalisme actionnarial depuis les années 80. Le capitalisme a donc muté mais conserve ses principales caractéristiques (propriété privée, loi de l'offre et de la demande, recherche de rentabilité) qui

traduisent sa soutenabilité. On peut noter une évolution quant à la gouvernance des entreprises. Depuis une vingtaine d'années, le modèle des parties prenantes a émergé. Il s'agit de prendre en compte les intérêts de tous ceux qui ont une relation directe ou indirecte aux entreprises (salariés, fournisseurs, actionnaires, collectivités locales...). De cette manière, les piliers économique, social et environnemental du capitalisme soutenable peuvent être remplis.

L'enjeu est celui d'une régulation à grande échelle pour maintenir un capitalisme soutenable. Les Etats peuvent établir des réglementations pour inciter les agents à réduire leurs mauvais comportements (exemple de l'interdiction de l'essence au plomb). Mais ces règles peuvent être contournées et ne s'appliquent pas à tous de la même manière ; le coût social de la norme diffère d'un agent à l'autre. Les Etats peuvent alors recourir à la taxation pour réduire les externalités. C'est une proposition faite par AC. Pigou dans les années 70. Mais l'enjeu est celui d'une coopération entre les nations, comme par exemple au sein de l'Union Européenne, pour instaurer une taxe carbone harmonisée.

Le capitalisme est soutenable à condition que toute tentation de dérégulation compétitive soit évitée. Les politiques nationales peuvent être assimilées à un dilemme du prisonnier. Chaque pays a intérêt à adopter des règles fiscales, sociales et environnementales peu exigeantes. Il en résulte des

normes insuffisamment exigeantes au niveau collectif. La solution passe alors par une coopération au niveau européen et mondial pour protéger l'environnement (bien public mondial), maintenir une croissance forte et égale. Il s'agit d'instaurer des règles fiscales et environnementales appliquées au niveau européen ou mondial. De cette façon, le capitalisme peut être soutenable. Au niveau européen, un marché des droits à polluer a été créé en 2004.

En conclusion, le capitalisme a été traversé par des crises économiques, sociales et environnementales qui ont pu remettre en cause sa soutenabilité. Cependant, la prise de conscience des limites du capitalisme conduit aujourd'hui à des réformes visant à concilier croissance, protection de l'environnement et réduction des inégalités sociales. L'enjeu est celui d'une coopération européenne et mondiale pour permettre au capitalisme de subsister. Le projet du Green New Deal pour l'Europe d'Ursula Von Der Leyen s'inscrit dans cette perspective.